**ÇOALITION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA VIE CHERE, LA CORRUPTION, LA FRAUDE, L'IMPUNITE ET POUR LES LIBERTES (CCVC)**

CGTB - CNTB - CSB - FO/UNSL - ONSL - USTB - SAIB - SAMAE - SATEB - SNEAB

- SNESS - SYNATEB - SYNATIC - SYNTAS - SYNTRAPOST

- SYNAPAGER - SYNATlPB - SYNATRAD - SYSFMAB - SYNATEL - UGMB *1*

ACAT-BURKINA - AECC - AJB -AS/KEBAYINA IFB - CODDE -

LDLP- LlDEJEL - MBDHP - MBEJUS - ODJ - REN-LAC – SOCIAL/ ALERT - UGEB

**MESSAGE A l'OCCASION DE LA JOURNEE NATIONALE DE PROTESTAION DU 20 JUILLET 2013**

**Camarades militantes et militants,**

**Populations des villes et campagnes du Burkina Faso,**

Ce jour 20 juillet 2013, nous sommes à nouveau debout, sur l'ensemble du territoire national, pour marquer notre présence résolue et réaffirmer notre détermination à nous battre, contre la politique antisociale et liberticide du pouvoir de la 4ème République. Un pouvoir inféodé à un système, le système capitaliste-impérialiste en faillite qui tente de résoudre sa crise sur le dos des peuples du monde.

En réaction contre les politiques criminelles néolïbérales relayées chez nous par le pouvoir de la 4ème République, les travailleurs et les peuples à travers le monde mènent de puissantes luttes, comme c'est le cas en ce moment au Brésil, en Grèce, etc.

**Camarades,** nous devons faire preuve de clairvoyance et de vigilance, et c’est cette vigilance de tous les instants, qui nous permet de définir nos formes d'actions et de les orienter vers la satisfaction des intérêts réels de notre peuple. Dans ce sens, nous devons développer notre esprit critique vis-à-vis des différentes forces politiques qui tentent aujourd'hui de se présenter comme des alternatives au pouvoir actuel mais qui, pour la plupart, partagent les fondamentaux de la politique néolibérale du régime en place (privatisations, dérèglementations, .... )

**Camarades militantes et militants,**

**Populations de nos villes et campagnes,**

Ainsi que l'indique la déclaration de la CCVC du 18 juin 2013, notre action de ce jour se déroule sur l'ensemble du pays sous diverses formes, (Assemblées générales, conférences publiques, meetings, marches, marches-meeting). Il importe surtout de noter et de retenir que la journée nationale de protestation de ce 20 juillet 2013 s'inscrit en droite ligne du mouvement protestataire conscient, organisé et responsable porté par la CCVC. Un mouvement qui regroupe des couches populaires de notre pays, partie intégrante des luttes que les différentes composantes de notre peuple développent aujourd'hui pour de meilleures conditions de vie, d'études, de travail et pour l'avènement d'un Etat de droit démocratique véritable au Burkina Faso.

C'est cela l'essentiel, **camarades**, ainsi que l'atteste notre forte mobilisation de ce matin. Une
mobilisation qui traduit également notre engagement à poursuivre la lutte, pour nous-mêmes et pour les générations futures.

*I*

**Oui camarades,** poursuivre la lutte est un impératif. Cette lutte qui est une course de fond car il s'agit de la lutte pour les droits du peuple, pour la liberté et pour un changement en faveur du peuple, dans un contexte international et sous-régional particulièrement difficile.

Au plan national, ce contexte est marqué notamment par:

**- le désengagement de fait de l'Etat** des secteurs sociaux essentiels de base que sont la **santé, l'éducation et le logement,** secteurs vitaux aux mains de prédateurs pour la plupart inféodés au régime et peu soucieux du bien-être de notre peuple;

-**le renchérissement continu et exponentiel du coût de la vie**, malgré les discours officiels
teintés de démagogie que nous ont servis à longueur d'années, les gouvernements successifs de la 4ème République;

-**le pillage des ressources de notre sous-sol** par des sociétés minières étrangères avec l'aval des
autorités politiques, dans un contexte de pauvreté généralisée qui frappe la grande majorité des populations de nos villes et campagnes;

-**la crise du secteur de l'énergie,** marquée entre autres par des délestages sans fin;
-**l'accaparement des terres des paysans** pauvres sous prétexte d' « agro business»;
**- l'impunité de crimes** de sang et de crimes économiques ;

-**la corruption et une banalisation** de la délinquance en col blanc comme l'attestent les rapports
non suivis d'effet des structures de régulation et de contrôle. Sous ce chapitre, les «sanctions exemplaires et sans délais» promises à l'encontre des personnes épinglées (Affaire GUIRO ... ), se font toujours attendre;

-**des atteintes aux libertés démocratiques et syndicales, aux libertés d'expression et de
manifestation**; illustrées entre autres par les cas de licenciements et exclusions abusifs à la
SN/SOSUCO, à l'Université de Koudougou, dans le secteur minier (Taparko, Kalsaka Mining, ESSAKANE), à la BRAKINA /SODIBO, à Hage Industries, la répression de la marche de l'opposition du 29 juin 2013, etc.

Au total, c'est la faillite des politiques économiques, des politiques de santé, d'éducation, d'emploi, etc.

. **Camarades,** les marches et contremarches organisées çà et là ont donné l'occasion à certains de découvrir les **«zones rouges»** qui imposent aux citoyens de se tenir loin des institutions de la République et de ses représentants. A d'autres, elles ont permis de découvrir les vertus de la marche, eux qui regardaient avec mépris le" marches que nous organisions et qui nous conseillaient de marcher et même de courir.

Vous, jeunes, femmes, hommes et vieux du pays réel, vous avez lutté, résisté et exigé une
constitution pour aller vers un Etat de droit, vers des espaces de libertés plus larges! Vous avez marché et vous marcherez encore contre les P.A.S et ses variantes (CSLP, SCADD), contre la dévaluation du FCFA et ses conséquences, contre les crimes de sang et crimes économiques, contre l'impunité, pour une justice véritable et pour de meilleures conditions de vie, d'études et de travail.

**La lutte ferme, persévérante et organisée** autour d'objectifs clairs et précis, de plates- formes d'action claires, voilà ce qu'il nous faut camarades ! Cette lutte revêt plusieurs formes dont les grèves, les marches, les meetings, les sit-in, voire des combinaisons de ces diverses formes.

**Ainsi, des luttes organisées s'engageront par la CCVC** elle-même et/ou par ses composantes pour la satisfaction de la plate- forme d'action de la CCVC et des revendications sectorielles.

**Camarades militantes et militants,**

**Populations des villes et campagnes du Burkina Faso,**

Les cris de détresse des populations du pays réel montent en même temps que leur colère face à la vie chère et à la misère, causées entre autres, par l'augmentation des prix des hydrocarbures en 2011, de ceux du gaz en 2013. Les augmentations annoncées des prix du riz, du lait, de l'huile alimentaire et du ciment viendront encore aggraver la situation.

C'est pendant que la colère populaire gronde que le pouvoir de la 4ème République tente un passage en force à travers des velléités de modification de l'article 37 de la constitution, ainsi que l’institution d'une seconde chambre du parlement (le Sénat) qui, immanquablement coûtera cher au contribuable.

Le gouvernement de la IVème République dans l'exposé des motifs portant révision de la constitution en vue de la suppression de la chambre des représentants en 2002 précisait entre autres ceci:
« *l'expérience des parlements bicaméraux révèle une lourdeur administrative source de lenteur, en sus des coûts de fonctionnement très élevés pour les fragiles économies de nos Etats. Dans notre pays, l'option prise de lutter contre la pauvreté commande que nous tenions compte de la question des coûts tout en ne perdant pas de vue la nécessité d'élargir la base du débat démocratique»* !

**Camarades,** l'économie burkinabé s'est-elle à présent consolidée? Nous n'en voyons pas les
retombées sur le pouvoir d'achat des populations! L'option de lutte contre la pauvreté n'est-elle plus à l'ordre du jour?

**Camarades, qu'en est-il du tripatouillage de la Constitution du 11 juin 1991!**

La Constitution du 11 juin 1991 a consacré un bicamérisme controversé au Parlement avec une «Assemblée des Députés du Peuple» et «une chambre des représentants ». Pour mémoire, la proposition de la 2èmechambre avait été rejetée par la commission constitutionnelle de mai 1990.
Elle sera ramenée aux assises nationales sur l'avant-projet de constitution de décembre 1990 et adoptée après des débats houleux. Le mouvement syndical dans l'unité d'action avait rejeté en 1990, la seconde chambre et exigé un mandat présidentiel de 5 ans, renouvelable une seule fois!

 La Constitution ainsi adoptée le 2 juin 1991 avec ses deux chambres a été révisée successivement par:

-**la loi constitutionnelle n° 2-97 du 27 janvier 1997** supprimant la limitation du nombre de
mandats présidentiels et adoptant la dénomination d'assemblée nationale en lieu et place de l'Assemblée des Députés du Peuple;

- **la loi n° 3-2000 du 11 avril 2000** qui, entre autres, rétablit la clause limitant à deux, le nombre de mandats présidentiels, institue le quinquennat en lieu et place du septennat, procède à l'éclatement de la Cour suprême en quatre juridictions dont le Conseil constitutionnel;

- **la loi nOl-2002 du 22 janvier 2002** qui supprime la « Chambre des représentants» et adopte
ainsi le « monocaméralisme» ;

- **la loi n° 15-2009 du 30 avril 2009** qui consacre l'interdiction de la pratique du « nomadisme » politique des élus (députés) et consacre la compétence exclusive des juridictions administratives pour le contentieux des élections locales;

-**la révision du 11 juin 2012** qui institue le sénat.

Au total, de janvier 1997 date de la 1ère révision, à juin 2012, la constitution du Burkina Faso a été révisée en moyenne une fois tous les trois ans !!!

En somme, au-delà des questions de mise en place du sénat et des velléités de révision de l'article 37, on peut se demander ce que vaut véritablement aujourd'hui notre constitution qui est ainsi triturée, manipulée, tripatouillée, plâtrée et replâtrée à souhait au gré des intérêts du moment?

**C'est pourquoi camarades**, le processus actuel de mise en place du sénat, les velléités de révision de l'article 37 malgré leur actualité et leur importance, ne doivent pas figer toute l'attention du peuple burkinabé! La plus grande vigilance doit être observée.

En effet, le peuple burkinabé a fait l'expérience des deux types de parlements. Nos problèmes
fondamentaux ont-ils été résolus sous l'un ou l'autre des deux types de parlements?

La démocratie servie au peuple burkinabé souffre moins de l'insuffisance du nombre d'institutions que de leur dysfonctionnement et des intérêts qu'elles servent. Et si nous voulons élargir la base du débat démocratique, adoptons déjà courageusement le principe des **candidatures indépendantes** aux élections législatives et municipales, pour permettre à notre peuple de choisir librement ses représentantes et représentants.

**Camarades,**

**N'est-il pas légitime que** NOUS, femmes, hommes, jeunesse populaire, démocrates et patriotes, exigions et nous battions pour une Constitution en laquelle nous nous reconnaîtrions, parce que garantissant notre dignité de citoyens et posant les bases d'une souveraineté véritable de notre pays?

**N'est-il pas légitime** que nous exigions le respect et l'élargissement des espaces de liberté, la fin des sanctions abusives et arbitraires contre les travailleurs, les élèves et étudiants, le démantèlement des « zones rouges» ?

**N'est-il pas légitime** que nous exigions le principe des candidatures indépendantes?

**N'est-il pas légitime** que nous luttions contre la privatisation de l'éducation, de la santé et pour les droits au logement, au travail, etc. ?

 Tout cela est-illégitime oui ou non? Assurément **OUI!**

Et c'est ce qui explique, ces dernières années, l'expression de la colère légitime des populations exaspérées et assoiffées d'un changement véritable, qualitatif et pérenne en leur faveur.

**Camarades militantes et militants,**

**Populations des villes et campagnes du Burkina Faso,**

A l'actif des actions multiples et multiformes des composantes de la *CCVC* et de la *CCVC* elle - même, il est aujourd'hui aisé de constater une mutation positive des comportements et attitudes de nos populations, aussi bien dans nos villes que dans nos campagnes. Une mutation consacrée par un regain et une maturation de l'esprit d'organisation et de lutte citoyenne.

Aujourd'hui en effet, au regard des graves menaces qui pèsent sur les libertés démocratiques et syndicales, au regard de la vie chère engendrant la faim et la soif, au regard des déficits en matière de santé et d'éducation qui hypothèquent l'avenir des générations futures et de notre pays, nous devons maintenir le cap de la mobilisation et de la lutte. Et surtout la lutte organisée.

**Camarades militantes et militants,**

**Populations des villes et campagnes du Burkina Faso,**

Notre forte mobilisation ce jour 20 juillet 2013 à travers le pays, est la preuve et l'illustration de ce que la Plate-forme d'Action (PFA) de la CCVC est juste et correspond aux préoccupations des différentes composantes sociales de notre pays.

Cette mobilisation est un- signal fort en direction du pouvoir de la 4ème République, signal dont la signification profonde est que **la PFA de la CCVC ne sera pas classée sans suite.**

**Toutefois camarades**, dans le contexte particulier actuel d'effervescence sociopolitique tous azimuts, nos luttes n'auront de réelles chances d'aboutir que si elles s'appuient sur un soutien encore plus large, massif et conscient de nos populations à la base.

C'est pourquoi, en vue de remporter des victoires importantes et significatives par nos actions à venir, la Coordination nationale invite les structures, les militantes et militants, à poursuivre avec encore plus d'ardeur, le travail de renforcement de la CCVC et des cadres existants à tous les niveaux: national, régional, provincial, au niveau des arrondissements, secteurs et quartiers dans les villes et villages. Ainsi que nous l'avons déjà souligné, les luttes de la *CCVC* ne doivent pas se mener uniquement au niveau national. Elles peuvent et doivent aussi être régionales, locales et sectorielles autour de préoccupations communes mais aussi sectorielles autour des préoccupations des populations à la base.

**Camarades,** la coordination nationale vous exhorte donc à vous atteler aux tâches d'organisation et de mobilisation. Elle vous rappellera dans les semaines et mois à venir et pourquoi pas, sans délai, si la situation l'exige!

**En conséquence**, elle lance un appel à la jeunesse, aux femmes, hommes, démocrates, aux paysans, aux commerçantes et commerçants, aux travailleurs des secteurs formel et informel, aux sans emplois, pour renforcer la CCVC **en vue de la lutte organisée et persévérante, massive et consciente** pour la satisfaction des légitimes revendications populaires consignées dans les plates-formes d'action de la *CCVC* et de ses composantes!

Cette lutte organisée s'impose, si nous voulons bâtir un Burkina Faso véritablement démocratique, libre et prospère pour nous-mêmes et pour les générations futures,

*Vive les peuples conscients et organisés en lutte!
Vive la lutte du peuple burkinabé* !

*Vive la CCVC!*

 *Ouagadougou, le 20 juillet 2013*